

MAIS HANOI VEILLE AU GRAIN

Une résistance (disparate) s'affirme dans toute l'Indochine

Par Jean Barré

■ A Hanoï, capitale du Vietnam réuni, on prend très au sérieux l'action des groupes rebelles armés qui opèrent dans le Sud du pays, ainsi qu'au Cambodge et au Laos. Cette nouvelle «résistance» ne cherche pas à rétablir les régimes disparus, impopulaires et corrompus. Elle n'a, dans chaque pays, ni chef politique ni commandement unique. Ses combattants sont armés de façon disparate et n'ont guère de munitions; ils sont vêtus de calicot noir ou de vestiges d'uniforme.

La résistance n'a pas de doctrine, se bornant à affirmer à la population avec laquelle elle entre en contact qu'elle lutte pour le retour à la liberté, pour la dignité de la personne humaine, pour le respect de la famille, de la religion et des traditions.

Ces formules très simples, mais qui correspondent bien à la mentalité populaire moyenne, les dangers courus en commun par les jeunes officiers et les soldats-paysans des maquis – cette fois réellement au coude à coude – les erreurs et fautes commises par les gouvernements communistes en place, ont acquis à la résistance la sympathie de larges portions des milieux ruraux, qui assurent son ravitaillement et la préviennent quand des opérations sont montées contre elle.

Les rebelles Méo

C'est probablement au Laos que la rébellion est la plus active, malgré la présence de quelque 30 000 soldats nord-vietnamiens dans l'Est du pays, le long de l'ancienne «piste Ho Chi Minh» et de nombreux conseillers militaires soviétiques dans l'armée rouge lao. Dans le Sud, l'ancien royaume de Champassak est passé presque en entier sous le contrôle des maquis traditionalistes. Sur les plateaux du Centre, les rudes combattants des tribus montagnardes Méo, ancien fer de lance de l'armée royale, autrefois à la solde de la CIA, se battent avec acharnement. A Vientiane, on entend parfois le bruit du canon.

Au Sud-Vietnam, les maquisards multiplient les actions de sabotage autour de Saigon. Ils sont à peu indélogeables des Hauts-Plateaux du Centre-Annam et des zones marécageuses où ils ont rassemblé un armement important, dès avant la chute du régime Thieu: plus de la moitié des armes individuelles et collectives de l'ex-armée nationale n'ont pas été livrées au Vietcong malgré les menaces. On

signale enfin l'activité de commandos peu nombreux, mais bien armés, dans les montagnes du Centre-Vietnam surplombant la mer, et jusque dans la région boisée entre Saigon et Vung Tau (l'ancien Cap Saint-Jacques).

Au Cambodge, la majeure partie des forces de la résistance opèrent le long de la frontière thaïlandaise, demeurée relativement perméable. Mais des groupes sont actifs dans la province de Kompong-Speu, à l'ouest de Phnom-Penh, dans la chaîne des Cardamômes, plus à l'ouest encore et autour des Grands Lacs, au nord-ouest. Des révoltes éclatent parfois – comme récemment près de Kompong-Thom, entre Phnom-Penh et Siemréap-Angkor – dans les camps de travail forcé et il est arrivé plus d'une fois qu'une partie des «gardes rouges» surveillant les camps se joignent aux révoltés, gagnant avec eux l'abri de la forêt.

Pas d'appuis étrangers

La faiblesse de la résistance indochinoise, c'est qu'elle doit compter à peu près uniquement sur elle-même pour s'armer et s'équiper. Aucune grande puissance ne s'intéresse à elle. Elle recevait, dit-on, d'assez maigres subsides d'amis thaïlandais, formosans et sud-coréens. Mais cette aide, très irrégulière, est insignifiante par rapport aux aides considérables: militaires, économiques et financières, que les régimes communistes en place reçoivent de l'Union soviétique ou de la Chine – parfois des deux puissances en même temps – et d'autres démocraties populaires.

Certains réfugiés indochinois estiment que la résistance dans la région ne saurait aller bien loin malgré des succès de détail, aussi longtemps qu'un «programme d'action» minimal, avec définition des objectifs à atteindre, n'aura pas été décidé en commun par les représentants qualifiés des mouvements de résistance vietnamiens, khmers et lao. Ce programme risque toutefois de demeurer un vœu pieux tant que, dans chaque pays d'Indochine, les résistants continueront à se présenter et à agir en ordre dispersé, du fait des rivalités bien connues entre personnalités et clans de l'émigration et des maquis.

Mais le vrai danger qui menace les «forces de libération» indochinoises réside dans la volonté bien arrêtée du Nord-Vietnam d'intervenir militairement, éventuellement avec de grands moyens, au secours des régimes «frères» khmer et lao, s'ils étaient victimes d'une «agression» – le terme d'agression signifie tout aussi bien une attaque extérieure qu'une grave difficulté intérieure – considérée comme menaçant «la sécurité de l'Etat vietnamien».

Les pays non communistes d'Asie du Sud-Est sont à l'heure actuelle convaincus que toute action politique ou militaire pour contrer les initiatives du camp communiste indochinois ne ferait que hâter leur perte. Aussi cherchent-ils désespérément à établir de bonnes relations avec leurs remuants voisins de l'Est. Il est toutefois douteux qu'ils y parviennent, car le Vietnam, avec ses cinquante millions d'habitants et son armée qui est l'une des meilleures d'Asie ne renoncera sans doute jamais à jouer un rôle dominant dans toute la péninsule indochinoise, qui comprend aussi – on l'oublie trop souvent – la Thaïlande, la Birmanie et la Malaysia, puissances prospères et peu belliqueuses. ■

